

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 7 MARS 1923.

Projet de loi

ayant pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions de la loi du 3 août 1919, assurant la réintégration des Belges mobilisés dans les fonctions et emplois publics et facilitant aux mutilés, combattants, mobilisés, etc., l'admission aux fonctions et emplois publics ⁽¹⁾.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESIEURS,

En déposant un projet de modifications à la loi du 3 août 1919, le Gouvernement s'était surtout préoccupé d'armer le pouvoir central contre l'inertie ou le mauvais vouloir dont quelques administrations subordonnées faisaient preuve dans l'application aux invalides et aux combattants du droit de préférence que la législature a reconnu pour l'accession aux emplois publics.

Le projet du Gouvernement fit surgir de nombreux amendements, lorsqu'il fut mis en discussion à la Chambre, mais, fait caractéristique, ces amendements dans leur généralité ne visent pas le projet lui-même; ils s'appliquaient à d'autres dispositions de la loi, qui, aux yeux de certains membres de la Chambre, s'étaient révélées imprécises ou incomplètes dans l'application.

Il apparut clairement, dès lors, que la loi du 3 août réclamait une revision complète de ses dispositions. Votée d'enthousiasme au lendemain de l'armistice, dans un élan de reconnaissance pour nos glorieux soldats, elle n'avait été en effet ni étudiée ni discutée au Parlement.

C'est dans ces conditions que, d'accord avec le Gouvernement, la Chambre des Représentants renvoya à la Section centrale le projet et les amendements, afin de permettre à celle-ci de revoir la loi du 3 août 1919 dans son ensemble et de sou-

(1) Projet de loi, n° 173 (1921-1922).

Rapport, n° 323 (1921-1922).

Amendements, nos 432 et 458 (1921-1922), nos 42, 82, 88, 89 et 95.

(2) La section centrale était composée de : MM. Bertrand, président, Max, Pussemier, Moury, de Montpellier, Heyman et De Bruycker.

mettre à la Chambre des propositions qui, tout en respectant les principes qui sont à la base de la loi, concilieraient mieux les intérêts des invalides et des combattants avec les exigences de l'administration.

La Section centrale a consacré à ce travail plusieurs séances. S'inspirant des desiderata exprimés au sein de la Chambre, elle a examiné, article par article, avec le concours des auteurs des amendements, les modifications que pourraient comporter les différentes dispositions de la loi.

Avant de vous présenter dans le même ordre le résultat de ses délibérations, elle tient à signaler à votre attention une question qui se rapporte à la portée générale de la loi et qu'il importe de solutionner d'une façon claire et précise.

Le droit de préférence accordé aux invalides et aux combattants, peut-il être réclamé par les intéressés pour les différents emplois qu'ils seraient amenés à solliciter, au cours de leur carrière, autrement dit, les invalides et les combattants peuvent-ils alors qu'ils occupent déjà un emploi dans une administration publique, qui leur assure l'existence, se prévaloir des dispositions de la loi pour réclamer un autre emploi devenu vacant, qui leur assurerait plus d'avantages ou pour obtenir des fonctions qu'ils exerceraient concurremment avec celles dont ils sont déjà investis?

Cette question, qu'aucun texte précis ne permet de résoudre, a été soulevée plusieurs fois au cours de l'application de la loi du 3 août.

S'inspirant de la pensée qui a dicté à la législature le droit de préférence des invalides et des combattants pour l'admission aux emplois publics, le Gouvernement a estimé, dans les différends qui se sont présentés, que l'invalidé ou le combattant, candidat à des fonctions publiques, ne pouvait plus invoquer le bénéfice de la loi, dès l'instant où il occupait définitivement un emploi dans une administration de l'État, des provinces ou des communes, qui assurait son existence. La Section centrale s'est ralliée sans réserve à cette manière de voir. La loi du 3 août 1919 est, en effet, une loi d'exception; elle a eu pour objectif de faciliter le reclassement dans la société de ces nombreux jeunes gens qui, après avoir donné le meilleur d'eux-mêmes à la défense du bien commun, devaient fatalement éprouver de sérieuses difficultés, au lendemain de la période tragique, à se refaire une situation, de donner ainsi un gage de reconnaissance à ceux qui étaient tombés au Champ d'Honneur, en ouvrant à leurs enfants un accès aux fonctions publiques.

Dès l'instant où ce résultat sera atteint pour les uns comme pour les autres, la loi aura perdu sa raison d'être.

La Section centrale estime toutefois que les intéressés pourront conserver le bénéfice du droit de préférence dans deux cas : d'abord, s'il est constaté que l'invalidé ayant obtenu un emploi par voie de préférence a trop présumé de ses forces et s'est trouvé en fait dans l'impossibilité de continuer ses fonctions, en raison même de l'infirmité ou de la maladie qu'il a contractée à la guerre; ensuite, si le bénéficiaire du droit de préférence n'a obtenu qu'un emploi accessoire ne pouvant à lui seul assurer l'existence de celui qui en est titulaire.

Mais se sont là des cas d'espèce qui doivent être laissés à l'appréciation des pouvoirs publics, pour être tranchés par une saine interprétation des intentions du législateur.

EXAMEN DES ARTICLES.

ART. 1.

La Section centrale s'est ralliée au principe de l'amendement que M. Janson a proposé à l'article 1^{er}, à l'effet de conserver aux agents de l'Etat, des provinces et des communes, les avantages de leurs anciennes fonctions, lorsque, par suite de la diminution de leur capacité de travail, ils doivent être affectés à un autre service.

Elle estime, en effet, qu'il ne convient pas que la situation des intéressés puisse être amoindrie, du fait qu'ils ont reçu des blessures ou contracté des infirmités en faisant face à l'ennemi.

Mais la Section centrale n'a pu admettre que les contestations au sujet de l'octroi de situations équivalentes soient soumises aux commissions constituées en exécution de l'article 17 de la loi. Il lui a paru que ces commissions, composées essentiellement de praticiens, en égard aux contestations qu'elles sont chargées de faire, ne seraient guère compétentes pour apprécier l'équivalence des situations et la possibilité de conférer aux intéressés telle ou telle situation, sans compromettre les intérêts supérieurs du service auquel ils sont attachés.

C'est dans cet ordre d'idées que la Commission, tout en consacrant l'idée générale de l'amendement, a adopté un nouveau texte confiant les contestations à l'organisme dont M. Van Remoortel a proposé la création, mais en faisant subir à la constitution de cet organisme les modifications qui feront l'objet d'un examen à l'article 13 nouveau.

La Section centrale a pensé également que, dans de nombreux cas, il serait difficile, sinon impossible, de procurer aux intéressés des situations équivalentes au double point de vue matériel et moral.

Le principal objectif de l'amendement de M. Janson est certes d'assurer aux invalides le maintien des avantages pécuniaires de la situation qu'ils doivent abandonner. Pour que les pouvoirs publics n'éprouvent pas de difficultés, peut-être insurmontables dans le reclassement des invalides, suivant leurs aptitudes actuelles, il est désirable de donner plus d'élasticité à la disposition proposée par l'honorable membre.

C'est pourquoi le texte de la Section centrale substitue aux termes « d'autres situations équivalentes et en rapport avec leurs aptitudes actuelles leur seront offertes » le membre de phrase : « des avantages équivalents leur seront offerts dans un emploi en rapport avec leurs aptitudes actuelles ».

Que les nouvelles fonctions ainsi conférées aux invalides doivent rester dignes de l'emploi dont ils étaient titulaires, personne ne le contestera. La Commission qui est constituée juge des contestations auxquelles la disposition pourrait donner lieu, veillera d'ailleurs à ce qu'il en soit ainsi, si contre toute attente, l'une ou l'autre administration oublait les devoirs de reconnaissance du pays vis-à-vis de nos soldats, au point d'offrir à un invalide des fonctions que sa dignité commanderait de refuser.

En soumettant à l'appréciation d'une Commission les contestations qui peuvent s'élever au sujet de son application, l'amendement Janson ne donne aucune forme obligatoire à la sentence qui sera rendue par cet organisme.

Il est vrai de dire que la matière est très délicate et que dans la généralité des cas, il serait difficile à la Commission de trouver au sein d'un service, contre le gré de l'autorité, et sans nuire à l'organisation administrative, l'emploi qui devrait être conféré au réclamant.

La Section centrale a pensé qu'il était préférable à ce point de vue de donner à l'organisme un rôle de conciliation. Saisie de la réclamation d'un agent, invalide de guerre, la commission se mettra en rapport avec l'administration pour assurer de commun accord et au mieux de tous les intérêts en cause, le reclassement de l'intéressé.

Cette avec cette préoccupation de régler sans heurt toutes les questions irritantes qui pourraient se présenter entre supérieur et subordonné, que la Section centrale a fait subir une modification à l'amendement de M. Janson en ce qui concerne l'action du nouvel organisme qui est créé pour assurer une loyale application de la loi.

A l'article 1^{er} qui prévoit, dans son alinéa 2, le temps de présence sous les armes comme années de service, au point de vue des promotions et augmentations de traitement ou de salaire, se rattache naturellement l'amendement de M. Janson, tendant à assurer aux agents de l'État, invalides de guerre, des bonifications d'ancienneté.

Avant d'aborder le fond même de la disposition, la Section centrale a été d'accord pour déclarer qu'en tout état de cause, la mesure qui en fait l'objet ne pourrait s'appliquer aux promotions.

Envisageant l'éventualité où des faveurs spéciales seraient réclamées pour l'avancement des agents de l'État qui avaient fait la guerre, les auteurs de la loi du 5 août 1919 s'exprimaient déjà comme suit :

« Il ne peut être question de garantir à une catégorie quelconque d'agents ou » employés un avancement rapide, un choix forcé, si l'on peut dire, pendant » toute leur carrière, en dépit des fautes et négligences qu'ils auraient commises » pendant leurs fonctions.

» Les promotions doivent être accordées en tenant compte exclusivement des » nécessités et de l'efficacité du service, être la récompense du talent, de l'activité » et du dévouement déployé dans la carrière.

» C'est pourquoi aucun fait antérieur à l'entrée en fonctions, même une mutilation de guerre ou un acte de dévouement civique exceptionnel, ne peut créer » un droit de préférence, jouant automatiquement en quelque sorte, ni entre » deux candidats faisant déjà partie du service administratif et sollicitant également une promotion, ni même entre un candidat déjà fonctionnaire espérant » une promotion et un candidat qui demande une première nomination. L'insertion dans la loi de tels privilèges aurait pour premier effet de jeter le découragement et le mécontentement parmi les agents les plus zélés et risquerait de » détraquer toute l'organisation de la machine administrative. »

La Section centrale ne peut que faire siennes ces considérations que sont venues corroborer encore les raisons exposées à la Chambre au cours de la brève discussion à laquelle le projet de loi a donné lieu.

Mais, même ainsi amendé, l'amendement de M. Janson est-il susceptible d'être favorablement accueilli?

Si la Section centrale avait pu se laisser guider par son seul désir de donner une nouvelle marque de sympathie à ceux qui pendant quatre années, ont usé leurs forces et versé leur sang pour sauver le pays de l'oppression étrangère, elle aurait souscrit des deux mains à la proposition de l'honorable M. Janson. Malheureusement, le problème est plus complexe. Il n'y a pas que le point de vue des dépenses pour l'État, il y a une question de justice qui, si l'on n'y prenait garde, pourrait jeter le mécontentement au sein même de ceux qui ont les mêmes droits à notre sollicitude.

Lorsque, après l'armistice, le législateur voulut payer sa dette de reconnaissance vis-à-vis de nos concitoyens qui avaient bien mérité de la patrie, il s'ingénia à résoudre la question dans des vues d'ensemble avec la préoccupation de maintenir un juste équilibre dans les réparations qu'il prévoyait en faveur de chacune des catégories de victimes de la guerre.

L'amendement de M. Janson n'aurait-il pas pour conséquence de rompre cet équilibre et de favoriser les uns sans se préoccuper des autres ?

L'adoption de l'amendement entraînerait pour le Trésor public une dépense de 1,500,000 francs au moins, dépense qui s'élèverait à plusieurs millions si la mesure était étendue aux combattants comme le propose M. Richard, et cela pour assurer à une seule catégorie, — les agents des administrations publiques — un supplément de 400 à 600 francs.

Il s'ensuit que, dans la manifestation de sa reconnaissance vis-à-vis des invalides, l'État répartirait ces derniers en deux catégories : une première catégorie formée des agents des pouvoirs publics encore en fonctions, une seconde catégorie composée de ceux qui ne pouvant aspirer à des fonctions publiques doivent chercher leurs moyens d'existence dans l'industrie, dans le commerce ou dans les travaux des champs.

Aux premiers qui ont déjà le privilège de conserver tous les avantages de leur position, même en cas de diminution de leur capacité de travail, qui jouissent en outre de la pension d'invalidité, l'État accorderait une seconde indemnité annuelle.

Aux seconds, aux manuels, qui subissent toutes les conséquences du manque à gagner provenant de leurs blessures ou de leurs infirmités et qui n'ont pour y suppléer que la pension d'invalidité, l'État ne donnerait rien, parce que l'amendement Janson les aurait ignorés !

Et si l'on envisage la proposition de l'honorable membre au seul point de vue des agents de l'État, la situation qu'elle créerait n'en serait pas moins condamnée par les principes les plus élémentaires de la justice distributive.

En effet, parmi les agents de l'État qui ont fait la guerre, il en est qui sont tombés au Champ d'Honneur, laissant au pays une veuve et des orphelins ou de vieux parents dont ils étaient le soutien ; il en est d'autres, les grands mutilés, les amputés, les aveugles qui n'ont pu prendre leur place au sein de l'administration à laquelle ils appartenaient : il en est, enfin, une troisième catégorie, qui comprend les nombreux agents qui en rentrant de la guerre, ont retrouvé tous les avantages de leur situation et ont obtenu en outre la pension d'invalidité.

C'est à cette troisième catégorie, c'est à ceux qui pécuniairement n'ont pas souffert de la guerre, puisque leur carrière se poursuivra comme s'ils n'avaient

pas subi une diminution de capacité de travail et qui jouissent en outre de la pension d'invalidité que l'amendement Janson assurerait des avantages spéciaux à charge du Trésor public.

Les femmes et les enfants de ceux qui sont morts, les armes à la main, doivent se contenter de la pension de veuves et d'orphelins de soldat et d'une minime allocation de la caisse des veuves à laquelle les agents étaient affiliés.

La pension d'invalidité et peut-être une maigre pension comme agent d'une administration publique assureraient seuls l'existence des grands mutilés qui n'ont pu comme leurs collègues reprendre rang dans l'administration !

Frappée de ces considérations, la Section centrale a estimé qu'il n'était pas possible de rompre, par une disposition particulière, le régime d'égalité que la législature s'est efforcée d'instaurer pour les invalides et par 3 voix contre une elle a rejeté l'amendement de M. Janson.

ART. 2.

Désirant que notre exposé soit complet et impartial, nous avons cru utile de résumer ici les principaux arguments que les invalides agents des administrations publiques font valoir à l'appui de leur thèse.

1° Il n'y a pas lieu, disent-ils, de redouter que l'octroi des bonifications d'ancienneté aux invalides agents des administrations publiques provoque le mécontentement des invalides qui employés dans le commerce ou dans l'industrie privée seraient exclus de cette faveur.

En effet, tous les invalides sans exception, sont d'accord à ce sujet et ils ont demandé par la voie de leur fédération l'octroi des bonifications d'ancienneté à leurs camarades, agents des administrations.

Pourquoi, dès lors, craindre des sentiments de jalousie ou de susceptibilité qui sont à cent lieues de la pensée des intéressés ;

2° Le système des bonifications d'ancienneté aux invalides de guerre a déjà fait ses preuves en Belgique.

Il est en vigueur actuellement en ce qui concerne les instituteurs.

Il a été appliqué pendant trois ans sans soulever aucune protestation au Département des Chemins de fer en faveur des invalides entrés en fonctions après l'armistice.

C'est seulement le 22 décembre 1921 que les bonifications d'ancienneté y ont été supprimées ;

3° Enfin, presque tous les pays belligérants ont accordé depuis longtemps à leurs invalides de guerre, agents des administrations publiques une ancienneté fictive.

Pourquoi la Belgique qui a si peu d'invalides de guerre (un invalide de guerre sur 160 habitants, tandis que la France, par exemple, en a un sur 20 habitants) ferait-elle exception ?

La Chambre aura à apprécier la valeur de ces considérations.

* * *

Plusieurs amendements avaient été déposés en vue d'étendre le bénéfice du droit de préférence à des personnes qui, dans la pensée des auteurs de ces amendements,

ne rentraient pas dans les catégories énumérées par l'article 2 de la loi du 5 août 1919. Il fut établi, au cours de la discussion, que le texte actuel était assez large pour faire bénéficier des bienfaits de la loi les déportés et les réquisitionnés qui se trouvent dans les conditions spéciales visées par les amendements de M. Ernest, ainsi que les civils assimilés aux militaires dont se préoccupait M. Golenvaux.

En effet, dans les commentaires qu'il donne de l'article 2, l'Exposé des motifs s'exprime comme suit :

« Le second groupe comprend les combattants et ceux qui ont fait preuve
» de dévouement civique exceptionnel, notamment ceux qui ont tenté de
» passer la frontière et ont été de ce chef en prison ou déportés ; ceux
» aussi qui résistant aux promesses comme aux menaces, déportés loin de
» leur famille, ont persisté à refuser de travailler pour l'ennemi. »

Pour qu'aucun doute ne puisse exister sur la portée de la disposition ainsi commentée, la section centrale a exprimé l'avis que l'énonciation faite dans l'exposé des motifs de ceux qui pouvaient recueillir le bénéfice de la loi n'était qu'exemplative et que la disposition devait être appliquée à toutes les personnes dont le dévouement à la patrie avait été officiellement constaté. Au même article, M. Ernest avait déposé un amendement tentant à faire comprendre dans la seconde liste visée à l'article 2, les sursitaires de l'armée qui avaient été ouvriers dans les usines à munitions pendant la guerre.

La section centrale fut unanime à rejeter cette proposition, parce que le fait de travailler dans les usines à munitions constituait la condition de la mesure de faveur dont les intéressés ont bénéficié à l'armée et qu'il n'est pas possible de mettre sur le même pied que les combattants ceux qui ont échappé au service militaire dans de telles circonstances.

La proposition de M. Uytroever en ce qui concerne les emplois déjà occupés par des agents temporaires, faisait l'objet de deux amendements, l'un à l'article 2 l'autre à l'article 11 de la loi du 5 août. Elle donna lieu à une longue discussion.

La Section centrale se rallia à la jurisprudence du Département de l'Intérieur en cette matière. Elle avait pensé consacrer cette jurisprudence par une disposition formelle dans la loi, mais en présence de la difficulté de trouver une formule sauvegardant à la fois l'intérêt des combattants et celui des agents temporaires dont les emplois lui paraissaient devoir être soustraits à l'emprise de la loi, elle décida de consacrer la portée de celle-ci en faisant siens les principes qui sont appliqués par le Ministère de l'Intérieur.

Il entre donc dans les vues de la Section centrale :

1° que les agents à titre provisoire, désignés avant la promulgation de la loi du 5 août à un emploi vacant, puissent être nommés à titre définitif dès l'instant où la nomination provisoire s'est faite dans les conditions normales et avec la perspective pour l'intéressé de faire carrière au service de la commune ;

2° qu'il ne soit pas fait abstraction du droit de préférence accordé aux combattants, en ce qui concerne les agents que les administrations communales avaient admis en surnombre, pendant l'occupation, avec la préoccupation de leur procurer des moyens d'existence momentanés et de leur éviter la déportation comme chômeurs ;

3° qu'un agent admis à titre provisoire dans un emploi communal, en fraude des droits de préférence reconnus par la loi, ne puisse prétendre à une nomination définitive par application de l'article 6.

Les controverses qui se sont élevées au sujet de la signification du terme « unité combattante », employé à l'article 2, ont fait penser à la Section centrale de préciser cette expression dans la loi. Mais après examen, elle a dû reconnaître qu'aucune difficulté ne pouvait surgir dans l'application quant à la portée de ce terme, puisque, d'après la prescription de l'article 10, c'est à l'autorité militaire qu'est confié le soin de délivrer aux intéressés les certificats constatant dans quelle liste et sous quelle rubrique ils doivent être inscrits.

ART. 3.

Après avoir proclamé qu'aucune atteinte ne peut être portée par la loi aux avantages que les règlements existants établissent au profit des fonctionnaires, employés et agents victimes d'un accident de service, de leurs veuves et de leurs orphelins, l'article 3 prévoit l'inscription des intéressés sur les listes visées à l'article 2. Il a paru à la Section centrale qu'il y avait contradiction entre le principe qui fait l'objet de l'alinéa premier et la procédure qui est créée dans le second alinéa pour l'application du principe.

C'est dans ces conditions qu'elle propose de supprimer le 2° alinéa.

Le privilège que la législation a voulu maintenir en faveur des agents accidentés en service se trouvera ainsi sauvegardé. Les cas auxquels s'applique la disposition sont d'ailleurs exceptionnels et il est à considérer que les combattants trouvent la compensation dans le fait que les accidents aux conséquences desquels il s'agit de remédier rendent toujours vacants des emplois en nombre équivalent, qui leur sont accessibles par voie de préférence.

ART. 4.

L'amendement que M. Uytroever proposait à cet article n'a pu être admis. La Section centrale estime, en effet, que la disposition n'accorderait plus aucun privilège aux invalides si, dans les concours, ceux-ci devaient faire preuve d'une capacité égale à celle des civils pour pouvoir être nommés à l'emploi. Elle est d'avis qu'il faut maintenir la disposition de la loi assurant aux intéressés le droit de préférence, dès l'instant où le candidat invalide a atteint la quotité de points considérée comme satisfaisante.

S'il s'agit d'un emploi exigeant des garanties spéciales de capacité, l'autorité locale pourra toujours fixer le minimum des points à atteindre de façon à s'assurer que l'invalidé réunit bien les conditions requises pour occuper les fonctions qu'il s'agit de conférer.

L'adoption de l'amendement Uytroever aurait d'ailleurs eu pour conséquence bizarre de placer les candidats de la première liste dans une situation inférieure à ceux des deuxième et troisième listes au point de vue de la jouissance des privilèges que le législateur a entendu accorder aux invalides et aux combattants.

ART. 5.

Au cours de l'examen de cette disposition, des membres ont insisté sur la nécessité de laisser aux communes le libre choix des titulaires des fonctions de secrétaire communal et de receveur communal, afin de permettre la nomination de candidats ayant la confiance de l'autorité locale et de la population. L'application du droit de préférence à ces emplois présente à leur avis l'inconvénient d'obliger les administrations communales à nommer des candidats étrangers ne connaissant ni les besoins de la localité ni l'esprit des habitants, alors que souvent ils ont sur place le candidat tout indiqué pour occuper les fonctions vacantes.

Ils ont insisté sur le fait que l'Exposé des motifs signalait d'ailleurs, au nombre des emplois à soustraire au droit de préférence, les fonctions de secrétaire et de receveur communal et que, dans ces conditions, la liberté de nomination à ces emplois a été enlevée aux administrations communales par une interprétation que les auteurs de la disposition eux-mêmes ont condamnée.

L'Exposé des motifs de la loi du 3 août 1919 s'exprime en effet comme suit, dans le commentaire qu'il donne de l'article 5 :

« Cependant il y a certaines fonctions pour lesquelles il n'est pas possible d'imposer aux autorités administratives des obligations aussi strictes. Il est des cas où elles doivent conserver la pleine liberté et la pleine responsabilité de leur choix, parce que les fonctions auxquelles il s'agit de pourvoir, exigent des conditions toutes spéciales, soit d'honorabilité (telles les fonctions judiciaires), soit de solvabilité (par exemple, tous les receveurs et comptables des deniers publics) soit de confiance politique, ou personnelle (par exemple, les gouverneurs de province, les commissaires d'arrondissement, les fonctionnaires attachés aux cabinets des Ministres, les secrétaires communaux). »

La majorité de la Section centrale se ralliant à ces considérations estime que la publication d'un arrêté royal excluant du droit de préférence certains emplois communaux ne peut être retardée plus longtemps et qu'il doit nécessairement comprendre au nombre de ces emplois les fonctions de secrétaire et de receveur communal, ainsi que celles de secrétaire et de receveur du Bureau de bienfaisance et de la Commission administrative des hospices.

L'amendement de M. C. Huysmans à l'article 5 tend à faire insérer dans la loi une disposition prescrivant au Gouvernement de comprendre au nombre des fonctions qui seront soustraites par arrêté royal au droit de préférence, les fonctions et emplois de professeur et d'instituteur.

La Section centrale ne croit pas que l'amendement puisse être adopté dans la forme où il est libellé. Il ne se conçoit pas, en effet, qu'une disposition légale intervienne pour indiquer que tel ou tel emploi sera mentionné dans l'arrêté royal ayant pour objet de soustraire au droit de préférence certaines fonctions qui exigent par leur nature des garanties particulières d'honorabilité, de capacité ou de confiance.

Tout en reconnaissant avec l'auteur de l'amendement que le droit de préférence reconnu aux combattants ne peut contrarier le libre choix des professeurs et des instituteurs, la Section centrale estime qu'il ne faut pas enlever à l'article 5, par la mention de l'un ou l'autre emploi, le caractère général qu'il revêt.

A son avis, le but poursuivi par l'honorable membre sera atteint, si le Parlement est d'accord avec la Section centrale pour déclarer que les emplois de professeur et d'instituteur doivent, comme, d'ailleurs, les emplois de secrétaire et de receveur communal, de secrétaire et de receveur des établissements charitables, être soustraits au droit de préférence par l'arrêté royal que prévoit l'article 5.

Enfin, la Section centrale a été unanime pour rejeter l'amendement que M. Richard avait présenté au même article.

L'inconvénient auquel l'honorable membre veut remédier ne se rencontre que dans les présentations de candidats aux fonctions de gardes-champêtres. Or, le projet sur la réorganisation de la police rurale modifie, sur ce point, l'article 129 de la loi communale.

ARTICLES 6, 7 et 8.

Ces articles n'ont fait l'objet d'aucun amendement. Ils ne comportent d'ailleurs aucune modification.

ART. 9.

La Section centrale a admis à l'unanimité de ses membres présents l'amendement que M. Heyman avait présenté à cette disposition, à l'effet de limiter l'exclusion du droit de préférence aux seules condamnations pour crimes ou délits ayant entraîné une peine de prison et n'ayant pas été amnistiées.

Il n'est, en effet, dans la pensée de personne de priver ceux qui ont encouru l'une ou l'autre peine n'entamant pas leur honorabilité, des avantages que la reconnaissance de la Nation a voulu assurer à ses défenseurs.

L'Exposé des motifs établit d'ailleurs que les auteurs de la loi du 5 août 1919 n'ont pas entendu donner à l'article 9 l'application que pouvait comporter une interprétation littérale de ses dispositions.

Commentant l'article 8 du projet qui est devenu l'article 9 de loi, ce document s'exprime, en effet, comme suit :

« Il est évident qu'il ne peut être question de forcer les autorités publiques à » introduire dans leurs services des hommes qui ont été *flétris* par des condam- » nations... Ce serait une aberration que d'accorder des faveurs et des avantages » à *de tels éléments*. »

Il semble bien que la disposition ainsi commentée ne peut s'appliquer à des infractions à des lois spéciales qui n'entachent pas l'honorabilité de ceux qui les ont commises.

Quoi qu'il en soit, la Section centrale estime qu'il est préférable de faire disparaître de la loi toute équivoque quant à la portée du texte.

D'autre part, la Section centrale s'est ralliée à l'amendement du Gouvernement proposant la suppression du 2° de l'article 9.

ART. 10.

La Section centrale maintient l'article 10 avec la modification que le projet du Gouvernement y apporte et qu'elle a sous-amendée avec son premier rapport.

ART. 11.

La Section centrale maintient les quatre premiers paragraphes du texte que le projet de loi propose de substituer à l'article 11 actuel.

Elle propose toutefois de remplacer par deux mois le délai de trois mois prévu au 3^e alinéa.

En présence de la constatation qu'elle a faite à l'occasion de l'examen de l'article 5 quant à la nécessité de comprendre au nombre des emplois qui doivent être soustraits au droit de préférence, les fonctions de secrétaire et de receveur communal, ainsi que celles de secrétaire et de receveur des établissements de bienfaisance, la Section centrale propose la suppression des deux derniers alinéas de l'article 1^{er} du projet de loi et par voie de conséquence l'amendement que le Gouvernement avait proposé à son propre texte.

ART. 12.

La Section centrale s'est ralliée au principe de l'amendement de M. Van Remoortel tendant à la création d'une Commission pour veiller à l'application de la loi, mais elle a estimé que le nombre de membres prévu pour la composition de cette Commission était trop élevé.

C'est dans cet ordre d'idées qu'elle propose de ne la composer que de six membres, dont trois désignés sur la proposition des fédérations d'invalides et d'anciens combattants; un secrétaire n'ayant pas voix délibérative serait désigné par le Ministre de l'Industrie et du Travail.

La Section centrale a estimé qu'il convenait également de mieux définir la mission de la Commission qui consistera essentiellement à prêter son concours au Gouvernement pour assurer l'application de la loi en conciliant en toutes circonstances les intérêts de ceux qui doivent en bénéficier avec les nécessités de service des administrations publiques.

La Section centrale espère que cette nouvelle étude de la loi du 3 août 1919 et des mêmes amendements dont celle-ci était l'objet, facilitera vos discussions et permettra d'aboutir sans plus de délai à une solution qui conciliera tous les intérêts en cause.

Le rapporteur,

HENDRIK HEYMAN.

Le Président,

L. BERTRAND.



(12)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 7 MAART 1923.

Wetsontwerp

strekkende tot wijziging en aanvulling van sommige bepalingen der wet van 3 Augustus 1919, waarbij de diensthervatting door de gemobiliseerde Belgen in de openbare ambten en betrekkingen verzekerd en de toegang tot die openbare ambten en betrekkingen aan de verminkten, strijders, gedemobiliseerden enz., vergemakkelijkt wordt (1).

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Bij het indienen van een ontwerp tot wijziging der wet van 3 Augustus 1919, wilde de Regeering vooral aan het hoofdbestuur de macht verleen en om in te gaan tegen de werkeloosheid of den onwil waarvan enkele ondergeschikte besturen blijk gaven, telkens als het er om te doen was, het voorkeurrecht, door de wet toegekend tot het benoemen tot openbare betrekkingen, op de invaliden en strijders toe te passen.

Het ontwerp van de Regeering gaf aanleiding tot talrijke amendementen, wanneer het door de Kamer in behandeling genomen werd; het dient echter te worden gezegd dat meest al die amendementen het ontwerp zelf niet bedoelen; zij betreffen andere artikelen der wet, welke door sommige Kamerleden onbepaald of onvolledig in de toepassing werden geacht.

Het kwam bijgevolg duidelijk voor, dat de wet van 3 Augustus eene volledige herziening harer bepalingen eischte. Zij werd immers goedgekeurd in de volle geestdrift van den wapenstilstand, in eene opwelling van erkentelijkheid voor onze roemrijke soldaten, en was dus noch ingestudeerd noch degelijk besproken geworden in het Parlement.

Onder deze omstandigheden heeft de Kamer der Volksvertegenwoordigers, in overleg met de Regeering, het ontwerp en de amendementen naar de Middenafdeeling verzonden, ten einde deze toe te laten de wet van 3 Augustus 1919 in haar geheel te overzien en aan de Kamer voorstellen te kunnen doen, die, met inachtneming van de beginselen welke den grondslag der wet uitmaken, de belangen der invaliden en der oud-strijders doelmatiger met de eischen van het bestuur zouden overeenbrengen.

(1) Wetsontwerp, n^o 173 (1921-1922).

Verslag, n^o 323 (1921-1922).

Amendementen, n^{os} 432 en 438 (1921-1922), n^{os} 42, 82, 88, 89 en 95.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Bertrand, bestond uit de heeren Max, Pussemier, Moury, de Montpelier, Heyman en De Bruycker.

De Middenafdeeling heeft tal van vergaderingen aan dit werk gewijd. Uitgaande van de wenschen door de Kamer uitgedrukt, heeft zij, in overleg met de stellers der amendementen, artikel na artikel onderzocht met het oog op de wijzigingen welke de onderscheidene bepalingen der wet konen ondergaan.

Alvorens u den uitslag harer beraadslagingen in dezelfde orde voor te leggen, houdt zij er aan uwe aandacht op een vraagstuk te vestigen, dat het algemeene doel der wet betreft en klaar en duidelijk dient te worden opgelost.

Mag het recht van voorkeur, aan de invaliden en oud-strijders toegekend, door de betrokken personen worden opgeëischt voor de onderscheidene ambten welke zij, tijdens hunne loopbaan, zouden kunnen aanvragen; met andere woorden: kunnen de invaliden en de oud-strijders, die reeds in een openbaar bestuur een ambt bekleeden, waardoor het bestaan verzekerd is, zich beroepen op de bepalingen der wet om een ander, opengevallen ambt te eischen, dat hun voordeelijker is, of om ambten te bekomen, welke zij tegelijkertijd met hunne eigene bediening zouden uitoefenen?

Dit vraagstuk, door geen enkelen tekst duidelijk omschreven, werd herhaaldelijk in de toepassing der wet van 3 Augustus opgeworpen.

Uitgaande van het doel, dat de wetgeving op het oog had bij het invoeren van het recht van voorkeur voor de invaliden en de oud-strijders tot het bekomen van openbare ambten, was de Regeering in de opgerezen geschillen van gevoelen, dat de invalide of de oud-strijder, candidaat voor eene openbare bediening, de wet niet meer kon inroepen van stonden aan, dat hij definitief was aangesteld in een ambt van den Staat, de Provincie of de Gemeente, waardoor zijn bestaan verzekerd was. Tot deze zienswijze is de Middenafdeeling, zonder voorbehoud, toegetreden. De wet van 3 Augustus 1919 is immers eene uitzonderingswet: zij had ten doel de jongelingen, die het beste van zich zelf tot verdediging van het gemeene best hadden gegeven en na het tragische tijdperk onvermijdelijk op ernstige moeilijkheden zouden stooten, in het weder opwerken van hun levensbestaan, in staat te stellen om gemakkelijker hunnen stand in de samenleving te herwinnen; tevens wilde men een blijk van erkentelijkheid geven aan hen die op het Veld van Eer waren gevallen, met voor hunne kinderen den toegang tot de openbare ambten te openen.

Is dit doel voor de eenen zooals voor de anderen bereikt, dan heeft de wet ook geene reden van bestaan meer.

Echter is de Middenafdeeling van gevoelen, dat de belanghebbenden hun recht van voorkeur kunnen behouden in twee gevallen: eerstens, indien men bevindt dat de invalide, die bij recht van voorkeur een ambt heeft bekomen, te veel van zijne krachten heeft verwacht en feitelijk in de onmogelijkheid verkeert om zijn ambt voort te zetten uit hoofde zelfs van de lichaamsgebreken of de ziekte welke hij tijdens den oorlog heeft opgedaan; tweedens, indien de rechthebbende slechts een ondergeschikt ambt heeft bekomen, waardoor zijn bestaan niet verzekerd is.

Doch dat zijn uitzonderlijke gevallen welke moeten overgelaten worden aan de openbare macht die ze oplossen moet in een geest van eerlijke verklaring der bedoelingen van den wetgever.

ONDERZOEK DER ARTIKELN.

Art. 1.

De Middenafdeeling heeft zich aangesloten bij het amendement Janson op artikel 1, ten einde aan de beambten van den Staat, de Provincie en de Gemeente, de voordeelen van hunne vroegere bediening te behouden, wanneer zij, ten gevolge van eene vermindering in hun werkvermogen, tot een anderen dienst moeten overgaan.

Zij is inderdaad van gevoelen, dat hun toestand niet kan verminderen, omdat zij verwondingen of lichaamsgebreken hebben opgedaan in 't gelid tegen den vijand.

De Middenafdeeling kan echter niet aannemen, dat de betwistingen betreffende het toekennen van gelijkwaardige bedieningen onderworpen worden aan de ter uitvoering van artikel 17 der wet ingerichte commissiën. De Middenafdeeling was van gevoelen

len, dat deze Commissiën, hoofdzakelijk uit practici bestaande, niet erg bevoegd zouden zijn, met het oog op de waarnemingen die zij moeten vaststellen, om te oordeelen over de gelijkwaardigheid der betrekkingen en over de mogelijkheid tot het toekennen van eene of andere betrekking zonder de hoogere belangen van den dienst in gevaar te brengen.

Ten aanzien van dezen toestand, heeft de Commissie, ofschoon zich aansluitend bij de algemeene gedachte van het amendement, een nieuwen tekst aangenomen, waardoor de betwistingen worden toevertrouwd aan de inrichting door den heer Van Remoortel voorgesteld, met dezen verstande dat deze inrichting de wijzigingen onderga, welke door het nieuw artikel 13 worden omschreven.

Insgelijks was de Middenafdeeling van gevoelen, dat het in vele gevallen zooniet onmogelijk dan toch moeilijk wezen zou om aan de belanghebbenden betrekkingen te verleenen, welke in stoffelijk en in zedelijk opzicht gelijkwaardig zijn.

Het voornaamste doel van het amendement Janson is ongetwijfeld, aan de invaliden het behoud te verzekeren der geldelijke voordeelen van de betrekking welke zij moeten verlaten. Om aan de openbare diensten wellicht onoverkomelijke moeilijkheden te sparen in het indeelen der invaliden volgens hunne geschiktheden, is het wenschelijk aan het door het achtbaar lid voorgesteld amendement meer lenigheid te bezorgen.

Daarom stelt de Middenafdeeling voor, de woorden : « wordt hun eene andere gelijkwaardige betrekking, in overeenstemming met hunne huidige geschiktheid, aangeboden » te vervangen door : « worden hun gelijkwaardige voordeelen in een ambt in overeenstemming met hunne huidige geschiktheid, aangeboden ».

Niemand zal verder betwisten, dat de nieuwe bedieningen aldus aan de invaliden toegekend, moeten waardig blijven van het ambt dat zij vroeger bekleedden. De Commissie, aangesteld om te oordeelen over de betwistingen waartoe de bepaling zou kunnen aanleiding geven, zal er overigens de hand aan houden, dat daarvan niet wordt afgeweken, indien, tegen alle verwachting in, een of ander bestuur 's lands erkentelijkheid voor onze soldaten in zoo verre uit het oog mocht verliezen, dat men aan een invalide eene bediening aanbod, welke hij waardigheidshalve zou moeten weigeren.

Wanneer men aan eene Commissie de betwistingen onderwerpt, welke kunnen oprijzen uit de toepassing van het amendement Janson, dan geeft dit aan het oordeel door bedoelde Commissie geveld, geen enkelen bindenden vorm.

Het is zeker, dat het eene kiesche zaak geldt, en dat het in de meeste gevallen voor de Commissie moeilijk zou zijn in een dienst, tegen den zin van de overheid, en zonder de administratieve regeling te belemmeren, de betrekking te vinden die aan den eischer zou moeten gegeven worden.

De Middenafdeeling heeft gemeend dat het, van dit standpunt, uit beter was aan het organisme de rol van bemiddelaar toe te kennen. Ontvangt zij een bezwaarschrift van een bediende, oorlogsinvalide, dan zal de Commissie zich in betrekking stellen met het bestuur om, in gemeen overleg en ten beste van van al de belangen, de herklasseering van den belanghebbende te verzekeren.

Met het inzicht al de netelige vraagstukken, die zich tusschen overste en ondergeschikte kunnen voordoen te regelen, heeft de Middenafdeeling eene wijziging aangebracht in het amendement van den heer Janson, wat betreft de werking van het nieuwe organisme dat opgericht wordt om eene eerlijke toepassing van de wet te waarborgen.

Het amendement van den heer Janson, dat aan de oorlogsinvalide staatsbedienden vergoedingen van dienstjaren wil toekennen, valt natuurlijk onder artikel 1 dat, in zijn 2^{de} lid, den tijd onder de wapens doorgebracht als dienstjaren tellen doet, wat betreft bevorderingen en wedde- of loonsverhoogingen.

Alvorens den grond van deze bepaling te bespreken, was de Middenafdeeling eensgezind om te verklaren dat in geen geval de maatregel zou toegepast worden op de bevorderingen.

Met het oog op de mogelijkheid, dat bijzondere voordeelen zouden gevraagd worden voor de bevordering der Staatsbedienden die den oorlog hadden meegemaakt, verklaarden de indieners van de wet van 3 Augustus 1919 het volgende :

« Er kan geen spraak wezen, aan eenige categorie van agenten of bedienden, gedu-

» rende hunne gansche loopbaan, een snelle bevordering, om zoo te zeggen bij ge-
 » dwongen keus, te waarborgén, ondanks de fouten en nalatigheden die ze in de uitoe-
 » fening van hun ambt zouden begaan hebben. De bevorderingen moeten verleend
 » worden uitsluitend met inachtneming der noodwendigheden en der degelijkheid
 » van den dienst, de belooning wezen van de begaafdheid, de bedrijvigheid en de
 » toewijding gedurende de loopbaan aan den dag gelegd. Daarom kan geen feit, dat
 » aan de indiensttreding voorafgaat, zelfs geen krijgsverminking, of eene daad van uit-
 » zonderlijke burgerlijke opoffering, een recht van voorkeur doen ontstaan, dat om
 » zoo te zeggen automatisch werkt, noch tusschen twee candidaten die reeds tot
 » een bestuurlijken dienst behooren, en tegelijk naar bevordering dingen, noch zelfs
 » tusschen een candidaat reeds ambtenaar die een bevordering verhoopt, en een
 » candidaat die eene eerste benoeming aanzoekt. Opneming in de wet van dergelijke
 » voorrechten zou als eerste uitwerksel ontmoediging en misnoegdheid onder de
 » ijverigste agenten zaaien, en dreigen de gansche inrichting van de bestuurlijke
 » machine in de war te sturen. »

De Middenafdeeling kan enkel deze beschouwingen tot de zijne maken. De rede-
 nen uiteengezet in de Kamer tijdens de korte bespreking die daar over het ontwerp
 plaats vond, hebben hare meening nog versterkt.

Kan echter het amendement Janson, zelfs aldus gewijzigd, op een gunstig onthaal
 rekenen?

Kon de Middenafdeeling zich enkel laten leiden door het verlangen om een nieuw
 blijk van erkentelijkheid te geven aan hen, die gedurende vier jaren hunne krachten
 en hun bloed hebben gegeven om het land uit de vreemde verdrukking te verlossen,
 dan zou zij zich onvoorwaardelijk bij het voorstel van den achtbaren heer Janson
 hebben aangesloten. Het vraagstuk is echter meer ingewikkeld. Buiten de geldelijke
 aangelegenheid voor den Staat, is er nog een vraagstuk van rechtvaardigheid dat,
 moest men het over het hoofd zien, ontevredenheid zou kunnen zaaien onder hen die
 dezelfde rechten op onze bezorgdheid hebben.

Toen de wetgever na den wapenstilstand 's lands schuld van erkentelijkheid
 wilde vereffenen tegenover onze medeburgers, die zich verdienstelijk voor het vader-
 land hadden gemaakt, heeft hij getracht het vraagstuk op te lossen met dien verstande,
 dat in de vergoedingen een juist evenwicht werd bewaard voor elke categorie
 van oorlogsslachtoffers.

Zal het amendement Janson niet voor gevolg hebben dit evenwicht te breken
 en de eenen te begunstigen, terwijl de anderen uit het oog worden verloren?

Dit amendement zou aan 's Rijks Schatkist minstens 1,500,000 frank kosten,
 uitgave welke tot tal van millioenen stijgen zou, moest de maatregel, naar het voor-
 stel van Generaal Richard, tot de oud-strijders worden uitgestrekt, en enkel om aan
 ééne categorie — aan de beambten der Staatsbesturen — een bijslag van 400 tot
 600 frank te verzekeren.

Daaruit volgt, dat de Staat, in zijne erkentelijkheid tegenover de invaliden, deze
 laatsten in twee categorieën zou indeelen : eene certe categorie samengesteld uit
 nog in bediening zijnde openbare beambten, eene tweede categorie samengesteld uit
 hen die, tot een openbaar ambt niet kunnende opklimmen, hunne bestaansmiddelen
 moeten zoeken in de nijverheidsbedrijven, in den handel of in den veldarbeid.

Aan de eersten, die reeds het voorrecht hebben, al de voordeelen van hunne
 betrekking te behouden, zelfs in geval van vermindering van werkvermogen, die
 bovendien het invaliditeitspensioen genieten, zou de Staat eene jaarlijksche bijko-
 mende vergoeding toekennen.

Aan de anderen, aan de handarbeiders die al de gevolgen ondergaan van gebrek
 aan winst, welke voortspruit uit hunne verwondingen of hunne lichaamsgebreken en
 slechts over hun invaliditeitspensioen beschikken om die leemte aan te vullen, zou
 de Staat dus niets verleen, omdat zij vergeten werden in het amendement Janson!

Beschouwt men thans het voorstel van het achtbaar lid enkel ten aanzien van
 de Staatsbeambten, dan zou nog de toestand onverdedigbaar zijn wegens de meest
 eenvoudige beginselen van de gerechtigheid die voor ieder in 't bijzonder zorgt.

Immers, onder de Staatsbeambten die den oorlog hebben meêgemaakt, zijn er

gevallen op het Veld van Eer en lieten eene weduwe en weezen of steunlooze ouders achter; anderen zijn groote verminkten, blinden die in het bestuur, waartoe zij behoorden, niet konden terugkeeren; anderen, ten slotte, maken het groot getal Staatsbeambten uit die, bij hun terugkeer uit den oorlog, al de voordeelen van hunne betrekking hebben teruggevonden en bovendien een invaliditeitspensioen hebben bekomen.

Het amendement Janson schonk bijzondere voordeelen, ten laste van de Schatkist, aan deze derde reeks, aan degenen die geen geldelijk verlies van den oorlog geleden hebben, vermits hunne loopbaan zal voortgaan alsof zij geene vermindering van arbeidsongeschiktheid hadden geleden, en die bovendien een invalidenpensioen trekken.

De echtgenooten en de kinderen van degenen die met de wapens in de hand zijn gesneuveld, moeten zich tevreden stellen met het pensioen van soldatenweduwen of weezen, en met eene geringe tegemoetkoming van de weduwenkas waarbij de bedienden waren aangesloten.

Het invalidenpensioen, en misschien een mager pensioentje als bediende van een openbaren dienst zouden alleen in het ouderhoud moeten voorzien van de zwaar verminkten, die niet zooals hunne collega's hun plaats hebben kunnen hernemen in de administratie!

Getroffen door deze beschouwingen, was de Middenafdeeling van gevoelen dat het niet aanging door eene bijzondere bepaling het stelsel van gelijkheid omver te werpen, dat de wetgever getracht heeft tot stand te brengen voor de invaliden, en met 37 stemmen tegen 1 heeft zij het amendement Janson verworpen.

ART. 2.

Om onze toelichting zoo volledig en onpartijdig mogelijk te maken, oordeelden wij het gepast hier de hoofdargumenten saam te vatten welke de invalide bedienden der openbare besturen doen gelden om hunne stelling te steunen :

1^o Men moet niet vreezen, zeggen ze, dat de toekenning van vergoedingen wegens dienstjaren aan de invaliden, bedienden der openbare besturen, tot ontevredenheid zal leiden bij de invaliden die, als bedienden in den handel of de private nijverheid, van die gunst zouden uitgesloten zijn.

Al de invaliden, zonder uitzondering, zijn het inderdaad daarover eens; en uit hun naam vraagt het verbond de toekenning van de vergoedingen wegens dienstjaren aan hunne kameraden, die bestuursbeambten zijn.

Waarom dan vreezen, dat zij zullen afgunstig of verbitterd zijn, wanneer die gevoelens in de verste verte bij hen niet opkomen;

2^o Het stelsel der vergoedingen wegens dienstjaren aan de oorlogsinvaliden werd in België reeds in toepassing gebracht; het is thans van kracht voor de onderwijzers. Het werd gedurende drie jaar toegepast, in het Departement van Spoorwegen ten voordeele van de Invaliden in dienst getreden na den wapenstilstand, zonder dat er eenig bezwaar werd tegen ingebracht.

Het is slechts op 22 December 1921 dat de vergoedingen wegens dienstjaren werden afgeschaft;

3^o Eindelijk, in bijna al de oorlogvoerende landen werd er sedert lang aan de oorlogsinvaliden, bedienden van de openbare besturen, een fictieven dienstouderdom verleend.

Waarom zou België, waar zoo weinig oorlogsinvaliden zijn, (1 invalide op 160 inwoners, terwijl er in Frankrijk bij voorbeeld 1 op 20 inwoners is) een uitzondering maken?

De Kamer zal moeten oordeelen over de waarde van deze beweeggronden.

* * *

Verscheidene amendementen werden ingediend om het voordeel van het recht van voorkeur uit te strekken tot personen die naar de meening der indieners van deze amendementen, niet behoorden tot de reeksen opgesomd in artikel 2 der wet van 3 Augustus 1919. In den loop van de bespreking werd vastgesteld dat de tegenwoordige tekst ruim

genoeg was om de voordeelen der wet toe te kennen aan de gedeporteerden en opgeëischten, die zich in de bijzondere voorwaarden bevinden door de amendementen van den heer Ernest bedoeld, evenals de met de militairen gelijkgestelde burgers voor de welke de heer Golenvaux is opgetreden.

In de verklaringen over artikel 2 zegt inderdaad de Memorie van Toelichting :

« De tweede groep is samengesteld uit de strijders en degenen die blijc gaven » van buitengewone burgerlijke toewijding, namelijk degenen die beproefden de grens » te oversehrijden en uit dien hoofde werden gevangengezet of weggevoerd; ook » degenen die, weerstaande aan beloften als aan bedreigingen, ver van hunne woonst » weggevoerd, hebben volhard in de weigering voor den vijand te arbeiden. »

Om geen twijfel te laten bestaan over de draagkracht van de aldus toegelichte bepaling, heeft de Middenafdeeling de verklaring afgelegd, dat de opsomming, in de Toelichting, van degenen die zich op de wet konden beroepen, slechts als een voorbeeld moest beschouwd worden, en dat de bepaling moest toegepast worden op al degenen wier verkleefdheid aan het Vaderland officieel was vastgesteld geworden. Bij hetzelfde artikel had de heer Ernest een amendement ingediend om in de tweede lijst, bedoeld in artikel 2, te omvatten de uitgestelden van het leger die gedurende den oorlog in de munitiefabrieken hebben gearbeid.

De Middenafdeeling heeft dit voorstel eenparig verworpen, omdat het feit van in de munitiefabrieken te werken de voorwaarde was tot de gunst welke de belanghebbenden in het leger hebben genoten, en dat men onmogelijk degenen, die op die wijze aan een militairen dienst ontsnapten, op gelijken voet te stellen met de oud-strijders.

Het voorstel van den heer Uytroever, betreffende de ambten die reeds werden bekleed door de tijdelijke bedienden, werd neêrgelegd in twee amendementen, het eene bij artikel 2, het andere bij artikel 11 der wet van 3 Augustus. Zij gaf aanleiding tot een lang debat.

De Middenafdeeling sloot zich bij deze rechtspraak aan, door een uitdrukkelijke bepaling in de wet, doch tegenover de onveiligheid om een formule te vinden, welke tevens de belangen vrijwaarde van de oud-strijders en die van de tijdelijke agenten, wier betrekkingen haar toeschenden aan den invloed der wet te moeten onttrokken worden, besliste zij de beteekenis dezer rechtspraak te bekrachtigen, met de door het Ministerie van Binnenlandsche Zaken toegepaste beginselen tot de hare te maken.

De Middenafdeeling is dus van oordeel :

1^o Dat de agenten, ten voorloopigen titel, benoemd vóór de afkondiging der wet van 3 Augustus tot een openstaande betrekking, vast kunnen benoemd worden van zoodra de voorloopige benoeming is gedaan geworden in de gewone voorwaarden en met het vooruitzicht, voor den betrokkene, in dienst der gemeente eene loopbaan te vinden;

2^o Dat er geen verkorting wordt gedaan van het voorkeurrecht aan de oud-strijders verleend, voor wat de agenten betreft, welke boventallig door de gemeentebesturen waren aangenomen geworden, gedurende de bezetting, met het doel hun, tijdelijk, bestaan smiddelen te verschaffen en hunne wegvoering als werkloozen te vermijden;

3^o Dat de agent, ten voorloopigen titel in een gemeentecambt aangenomen, met verkorting van de door de wet erkende voorkeurrechten, geen aanspraak mag doen gelden op eene vaste benoeming, bij toepassing van artikel 6.

De betwistingen opgerezen over de beteekenis van de woorden « strijdende eenheid », voorkomende in artikel 2, bracht de Middenafdeeling er toe, deze uitdrukking, in de wet nader te omschrijven. Doch, na onderzoek, moest hij wel toegeven dat deze term, in de toepassing, geen bezwaar kon opleveren, aangezien, naar het bepaalde in artikel 10, de militaire overheid de opdracht bezit om aan de belanghebbenden de bewijsstukken af te leveren, vermeldende in welke lijst en onder welke rubriek zij moeten ingeschreven worden.

ART. 3.

Na te hebben verklaard, dat door de wet geen verkorting mag worden gedaan van de voordeelen welke de bestaande reglementen vaststellen ten bate van

de ambtenaren, beambten en agenten, slachtoffers van een dienstongeval, van hunne weduwen en hunne weezen, voorziet artikel 3 de inschrijving der belanghebbenden op de lijsten bedoeld bij artikel 2. Het leek aan de Middenafdeeling, dat er tegenspraak bestond tusschen het beginsel, dat het voorwerp uitmaakt van het eerste lid, en de in het tweede lid bepaalde handelwijze voor de toepassing van het beginsel.

In deze omstandigheden, stelt zij u voor het 2^e lid te doen wegvallen.

Het voorrecht dat de wetgeving heeft willen in stand houden ten bate van de agenten, slachtoffers van een dienstongeval, blijft alzoo gevrijwaard. Overigens, de gevallen, waarop de bepaling van toepassing is, zijn van uitzonderlijken aard en het verdient opgemerkt te worden, dat de oudstrijders de vergoeding vinden in het feit, dat de ongevallen, wier gevolgen moeten bestreden worden, steeds betrekkingen in gelijk getal doen openvallen, waarop zij, bij voorkeur, aanspraak hebben.

ART. 4.

Het amendement door den heer Uytroever op dit artikel ingediend, kon niet worden aangenomen. Inderdaad, de Middenafdeeling is van gevoelen, dat de wet geen voorrecht hoegenaamd meer aan de invaliden zou toekennen, indien dezen, bij de vergelijkende examens, bewijs van gelijke bekwaamheid als de burgerlijke kandidaten moeten geven om tot het ambt toegelaten te worden. Zij is van oordeel dat de wetsbepaling moet gehandhaafd worden, waardoor aan den invaliden candidaat de voorkeur wordt verleend van stonden aan dat deze het vereischte getal punten heeft bekomen.

Geldt het een ambt waartoe bijzondere kennis wordt vereischt, dan kan de plaatselijke overheid steeds het minimum punten bepalen waardoor zij de verzekering heeft dat de invalide de vereischte voorwaarden bezit om de bedoelde betrekking te bekleeden.

Het amendement Uytroever zou, overigens, dit zonderling gevolg hebben dat de kandidaten der eerste lijst in een minder gunstigen toestand komen te staan dan die der tweede en der derde, in zake de voorkeur welke de wetgever aan de invaliden en de oudstrijders heeft willen verleen.

ART. 5.

Tijdens het onderzoek van deze bepaling, hebben sommige leden er op aangedrongen, dat het noodzakelijk was, aan de gemeenten de wijze keuze over te laten voor het ambt van gemeentesecretaris en van gemeenteontvanger, om aldus toe te laten kandidaten te benoemen, die het vertrouwen van de plaatselijke overheid en van de bevolking bezitten. Naar hunne meening, levert het recht van voorkeur hier dit bezwaar op, dat de gemeentebesturen kunnen verplicht worden vreemde kandidaten te benoemen die onbekend zijn met de noodwendigheden der gemeente evenals met de geestesgesteldheid der inwoners, terwijl zij vaak ter plaatse zelf over den aangewezen candidaat voor dit ambt beschikken.

Zij hebben er op gewezen, dat, ook volgens de Memorie van Toelichting, het ambt van gemeentesecretaris en dat van gemeenteontvanger onder die ambten vielen welke aan het recht van voorkeur worden onttrokken en dat, dienvolgens, de vrijheid van benoeming tot deze ambten aan de gemeentebesturen was ontnomen geweest, en wel uit hoofde eener verklaring welke de stellers der bepaling zelf hebben veroordeeld.

Over de verklaring van artikel 5, luidt de Memorie van Toelichting der wet van 3 Augustus 1919 als volgt :

„ Er zijn echter een aantal bedieningen waarvoor het niet mogelijk is de bestuurlijke overheden zulke stipte verplichtingen op te leggen. Er zijn gevallen waarin zij de volle vrijheid en de volle verantwoordelijkheid van hunne keus moeten behouden, daar de ambten waarin moet voorzien worden, gansch bijzondere voorwaarden eischen, hetzij van eerlijkheid (als de gerechtelijke ambten), hetzij van

» gegoedheid (bij voorbeeld, alle ontvangers en rekenplichtigen van openbare gelden), »
 » hetzij van politiek of persoonlijk vertrouwen (bij voorbeeld, de provinciale gou-
 » verneurs, de arrondissementscommissarissen, de ambtenaars bij het cabinet der
 » Ministers, de gemeentesecretarissen). »

De Middenafdeeling sluit zich aan bij deze beschouwingen en oordeelt dat het Koninklijk besluit, waarbij sommige gemeenteambten worden uitgesloten van het voorkeurrecht, niet langer mag wachten, en dat de ambten van gemeentesecretaris en gemeenteontvanger onder deze bedieningen moeten voorkomen; ook deze van secretaris en ontvanger der weldadigheidsbureelen en van de Bestuurscommissie der godshuizen.

Het amendement van den heer Huysmans, bij artikel 5, wil een bepaling in de wet hebben waarbij de Regeering door een Koninklijk besluit ook de leeraars en onderwijzers van dit voorkeurrecht zou uitsluiten.

De Middenafdeeling denkt niet, dat het amendement niet kan aangenomen worden zooals het is gesteld. Men kan inderdaad niet aannemen, dat eene wetsbepaling aanduidt welke ambten zullen vermeld worden in het Koninklijk besluit dat het voorkeurrecht moet ontzeggen aan sommige ambten die uiteraard bijzondere waarborgen van achtbaarheid, bekwaamheid of vertrouwen vereischen.

Al erkent zij met den indiener van het amendement, dat het voorkeurrecht, aan de oudstrijders toegekend, de vrije keuze van leeraars en onderwijzers niet mag belemmeren, meent toch de Middenafdeeling dat men aan artikel 5 zijn algemeen karakter niet mag ontnemen door vermelding van 't een of ander ambt.

Naar hare meening, zal het doel van het achtbaar lid worden bereikt als de Kamer het eens is met de Middenafdeeling om te verklaren, dat de ambten van leeraar en onderwijzer, zooals ten andere deze van gemeentesecretaris en — ontvanger, secretaris en ontvanger der weldadigheidsinstellingen, moeten onttrokken worden aan het voorkeurrecht door het Koninklijk besluit waarvan spraken in artikel 5.

Ten slotte heeft de Middenafdeeling eenparing het amendement van den Heer Richard, bij hetzelfde artikel, verworpen.

Het bezwaar dat het achtbaar lid wil weren, doet zich enkel voor bij de candidaatstelling der veldwachters. Het ontwerp over herinrichting der landelijke politie wijzigd op dit punt artikel 129 van de gemeentewet.

ART. 6, 7 en 8.

Geen enkel amendement werd hierbij ingediend, noch eene wijziging voorgesteld.

ART. 9.

Eenparig werd het amendement van den heer Heyman, bij dit artikel ingediend, aangenomen. Het wil de uitsluiting van het voorkeurrecht beperken tot de veroordeelingen wegens misdaden of misdrijven die met gevangenisstraf werden gestraft, en niet geamnestieerd werden.

Niemand wil inderdaad van de voordeelen die het dankbare Vaderland aan zijne verdedigers heeft willen toekennen, degenen uitsluiten die de eene of de andere straf hebben gekregen die hunne eerbaarheid ongeschonden laat.

De Memorie van Toelichting zegt overigens dat de indieners der wet van 3 Augustus 1919 aan artikel 9 niet eene toepassing volgens den letterlijken tekst der wetsbepalingen hebben willen geven.

Dit stuk, waar het artikel 8 van het ontwerp, artikel 9 der wet geworden, verklaart, zegt hetgeen volgt:

« Het is klaar, dat er geen sprake van kan zijn de openbare machten te verplichten »
 » in hunnen dienst mannen op te nemen die door veroordeelingen werden *geschand-*
 » *plekt*... Het zou ongerijmd zijn voordeelen en gunsten aan zulke *elementen* te ver- »
 » leenen. »

Het schijnt wel, dat de alzoo verklaarde bepaling slechts kan toegepast worden op overtredingen van bijzondere wetten die de achtbaarheid van die dezelve hebben gepleegd niet verkorten.

Wat er ook van zij, de Middenafdeeling is van meening, dat het beter is uit de wet al te weren wat de beteekenis van den tekst zou kunnen doen betwisten.

Anderzijds, is de Middenafdeeling bijgetreden tot het amendement der Regeering, waarbij n^o 2^o van artikel 9 wordt ingetrokken.

ART. 10.

De Middenafdeeling behoudt artikel 10 met de wijziging door het Regeeringsontwerp daaraan toegebracht en dat in haar eerste verslag werd gesubamendeerd.

ART. 11.

De Middenafdeeling behoudt de eerste vier paragrafen van den tekst dien het wetsontwerp voorstelt in vervanging van het huidige artikel 11.

Zij stelt echter voor, den termijn van drie maanden, bij het derdel id voorzien, te vervangen door twee maanden.

Wegens de vaststelling door haar gedaan, bij het onderzoek van artikel 5, aangaande de noodzakelijkheid van onder het getal betrekkingen, welke aan het voorkeurrecht moeten onttrokken worden, die te begrijpen van gemeentesecretaris en van gemeenteontvanger, alsmede die van secretaris en van ontvanger der weldadigheids-gestichten, stelt de Middenafdeeling voor: de laatste twee alinea's van artikel 1 van het wetsontwerp te doen wegvallen en, dienvolgens, ook het amendement dat de Regeering op haar eigen tekst had voorgesteld.

ART. 12.

De Middenafdeeling heeft zich aangesloten bij het amendement Van Remoortel, waardoor eene Commissie wordt opgericht om de hand te houden aan de toepassing der wet; zij is echter van gevoelen, dat het getal leden voor de samenstelling dezer commissie voorzien, te hoog is.

Uit dien hoofde, stelt zij voor, in die Commissie slechts zes leden te benoemen waarvan drie aangewezen op voordracht van de invaliden- en oud-strijdersverbonden; de secretaris zonder beraadslagende stem zou door den Minister van Nijverheid en Arbeid worden benoemd.

De Middenafdeeling was insgelijks van gevoelen, dat de zending der Commissie nauwkeuriger diende te worden omschreven in zoo verre dat deze zich uitsluitend bepalen zou bij hare medewerking te verleenen aan de Regeering om de toepassing der wet te verzekeren, met inachtneming van de belangen der gerechtigden en van de noodwendigheden der openbare diensten.

De Middenafdeeling hoopt, dat deze nieuwe studie der wet van 3 Augustus 1919 alsmede der amendementen daarop ingediend, uwe beraadslagingen zal vergemakkelijken en u toelaten zal onverwijld tot eene oplossing te komen, waardoor al de betrokken belangen worden gediend.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

L. BERTRAND.

(10)

Texte amendé par la Section centrale.

Tekst gewijzigd door de Middenafdeeling.

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 3 août 1919 est modifiée et complétée comme il suit :

ART. 1^{er}. — a) L'avant-dernier alinéa de l'article premier est modifié comme suit :

« Si la capacité de travail de certains est diminuée par la mutilation ou la maladie et ne leur permet plus de remplir normalement leurs anciennes fonctions, des avantages équivalents leur sont offerts dans un emploi en rapport avec leurs aptitudes actuelles. »

b) Il est ajouté un dernier alinéa ainsi conçu :

« En cas de contestation sur l'application des deux précédents alinéas, il peut être fait appel par l'intéressé à l'intervention de la commission constituée en exécution de l'article 13 de la présente loi. »

ART. 3. — Est supprimé le dernier alinéa du paragraphe premier de l'article 3 ainsi conçu :

« Des arrêtés royaux détermineront sur laquelle des trois premières listes prévues par la présente loi, ils seront inscrits. »

ART. 9. — Le 1^o de l'article 9 est rédigé comme suit :

« 1^o Ceux qui ont encouru des condamnations à des peines de prison devant les tribunaux belges, sauf les cas de réhabilitation et d'amnistie. »

Le 2^o est supprimé.

EENIG ARTIKEL.

De wet van 3 Augustus 1919 wordt gewijzigd en aangevuld als volgt :

ART. 1. — a) Het voorlaatste lid van artikel 1 wordt gewijzigd als volgt :

« Indien sommigen wegens verminking of ziekte eene mindere arbeidskracht hebben en hunne vroegere betrekking niet meer normaal kunnen bekleeden, worden hun gelijkwaardige voordeelen aangeboden in eene betrekking in overeenstemming met hunne huidige geschiktheid. »

b) Aan artikel 1 wordt eene slotalinéa toegevoegd, luidende als volgt :

« Is er geschil over de toepassing van de vorige twee alinéa's, dan kan de belanghebbende vragen dat het voorgelegd worde aan de commissie, naar luid van artikel 13 dezer wet ingesteld. »

ART. 3. — Wordt ingetrokken de slotalinéa van paragraaf 1 van artikel 3, luidende als volgt :

« Koninklijke besluiten bepalen op welke van de eerste drie lijsten, bij deze wet voorzien, zij dienen te worden ingeschreven. »

ART. 9. — N° 1^o van artikel 9 wordt gelezen als volgt :

« 1^o Zij, die door de Belgische rechtbanken werden veroordeeld tot gevangenisstraffen, behoudens de gevallen van eerherstel en amnestie. »

N° 2^o wordt ingetrokken.

ART. 10. — Le dernier alinéa de l'article 10 est complété comme suit :

« A défaut d'une attestation en due forme, délivrée par les comités de reconnaissance nationale actuellement dissous, l'existence des qualités requises pour être rangé dans l'une ou l'autre catégorie pourra résulter également des brevets des distinctions honorifiques qui ont été délivrés aux intéressés, ou, à leur défaut, d'un certificat émanant de la Députation permanente. »

ART. 11. — L'article 11 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Toute nomination à des fonctions ou emplois publics rémunérés doit être précédée d'un appel public aux candidatures pendant un délai de quinze jours au moins. Les résolutions des autorités communales, des administrations des hospices, des bureaux de bienfaisance et des monts-de-piété de la commune portant nomination à des fonctions ou des emplois publics rémunérés, sont notifiées au Gouverneur de la province dans les dix jours de leur date.

» Le Roi peut, par un arrêté motivé, annuler les nominations faites par les autorités provinciales et communales, ainsi que par les administrations des hospices, des bureaux de bienfaisance et des monts-de-piété en violation des prescriptions de la présente loi.

« La nomination devient définitive lorsqu'un arrêté d'annulation n'est pas intervenu, pour un emploi provincial, dans les deux mois de la résolution et,

ART. 10. — De slotalinea van artikel 10 wordt aangevuld als volgt :

« Bij gebrek aan een behoorlijk bewijs, door de thans ontbonden comiteiten der nationale erkentelijkheid afgeleverd, mag het bestaan der vereischte hoedanigheden om in de eene of de andere categorie gerangschikt te worden, opgemaakt worden uit de aan de belanghebbenden afgeleverde brevetten der eereteekens en, bij gebrek aan deze, uit een door de Bestendige Deputatie afgeleverd bewijsschrift. »

ART. 11. — Artikel 11 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Voor elke benoeming tot bezoldigde openbare ambten of betrekkingen moet, gedurende minstens vijftien dagen, een openbare oproep gedaan worden tot de candidaturen. De beslissingen der gemeenteoverheden, der beheerraden van de godshuizen, der weldadigheidsbureelen en der bergen van barmhartigheid der gemeente, houdende benoeming tot bezoldigde openbare ambten of betrekkingen, worden binnen tien dagen na hunne dagteekening aan den Gouverneur der provincie bekend gemaakt.

» De Koning kan, door een met redenen omkleed besluit, de benoemingen nietig verklaren, welke door de provinciale of de gemeenteoverheden, alsmede door de beheerraden der godshuizen, de weldadigheidsbureelen en de bergen van barmhartigheid, in strijd met de voorschriften dezer wet gedaan werden.

« De benoeming wordt definitief wanneer voor eene provinciale betrekking, binnen drie maand na de beslissing, geen besluit van

pour un emploi communal ou des établissements publics de la commune, dans les deux mois de la notification de la délibération au Gouverneur de la province ou de l'approbation de celle-ci par la Députation permanente du Conseil provincial.

« Si, dans les trente jours de la notification qui leur est faite de la deuxième annulation, les autorités intéressées ne confèrent pas l'emploi conformément aux prescriptions légales, il pourra être pourvu à la place vacante par un arrêté royal motivé. »

ART. 13 (nouveau). — La disposition suivante est ajoutée à la loi du 3 août 1919 dont elle formera l'article 13:

« Une commission chargée de veiller à l'application de la présente loi sera constituée par arrêté royal.

» Cette commission sera composée de six membres dont trois seront choisis parmi les invalides de la guerre.

» Les trois membres invalides seront choisis, sur une liste de douze candidats présentés, d'accord entre elles, par les fédérations d'invalides et d'anciens combattants.

» La commission nomme un président dans son sein. Le président a voix prépondérante.

» Un secrétaire, sans voix délibérative, est nommé par le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

» La commission donne son avis sur les mesures d'exécution et d'ap-

nietigverklaring afgekondigd is en, vooreene bediening van de gemeente of van de openbare instellingen der gemeente, binnen twee maand na de aanzegging der beraadslaging aan den Gouverneur der provincie of na de goedkeuring dezer laatste door de Bestendige Deputatie van den provincialen raad.

» Wanneer de belanghebbende overheden, binnen dertig dagen na de aanzegging welke haar van de tweede nietigverklaring gedaan wordt, de betrekking niet toekennen overeenkomstig de voorschriften der wet, kan er in de openstaande plaats voorzien worden door een met redenen omkleed Koninklijk besluit. »

ART. 13 (nieuw). — De volgende bepaling wordt toegevoegd aan de wet van 3 Augustus 1919, waarin zij als artikel 13 wordt opgenomen:

« Eene commissie, gelast te zorgen voor de toepassing dezer wet, wordt bij Koninklijk besluit ingesteld.

» Die Commissie bestaat uit zes leden, waarvan drie onder de oorlogsinvaliden worden gekozen.

» De drie invaliden-leden worden gekozen uit eene lijst van twaalf kandidaten, in onderling overleg voorgedragen door de bonden van invaliden en oudstrijders.

» De commissie benoemt eenen voorzitter onder hare leden. De voorzitter heeft beslissende stem.

» Een niet stemgerechtigde secretaris wordt door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid benoemd.

» De commissie brengt haar advies uit over de maatregelen tot

plication de la loi qui lui seront soumises par les administrations intéressées, ainsi que sur les réclamations auxquelles ces mesures pourraient donner lieu. »

uitvoering en toepassing der wet, die haar door de betrokken besturen worden voorgelegd, alsmede over de bezwaarschriften, waartoe die maatregelen mochten aanleiding geven. »

